

Étude sur les retombées économiques de la présence du Québec en Francophonie

Présentation à : **Relations
internationales
et Francophonie**
Québec 



Nicolas Plante, associé
Jean-Philippe Brosseau, directeur principal
Marie-Pier Bernard, conseillère principale

3 mai 2021

Table des matières

| | |
|--|----|
| Contexte et mandat | 2 |
| Écosystème de la Francophonie | 7 |
| Analyse des contributions à la Francophonie | 10 |
| Dépenses de l'écosystème de la Francophonie | 13 |
| Impacts économiques associés à la Francophonie | 17 |
| Impacts structurants | 25 |
| Principaux constats et recommandations | 33 |
| | |
| Annexe | 36 |

Contexte et mandat

Écosystème de la Francophonie

Analyse des contributions à la Francophonie

Dépenses de l'écosystème de la Francophonie

Impacts économiques associés à la Francophonie

Impacts structurants

Principaux constats et recommandations

Annexes

Contexte du présent mandat

Selon sa Charte, la Francophonie se définit comme un espace de partage, non seulement d'une même langue, mais également de valeurs communes.

Le Québec est très actif en Francophonie et au sein de l'OIF. En tant que membre de plein droit, le gouvernement du Québec dispose d'une autorité considérable qui lui permet d'exercer une influence directe sur les priorités de la Francophonie en lien avec la culture, la langue française, la démocratie, les droits de la personne, l'environnement ou encore le développement économique. La Délégation du Québec aux affaires francophones et multilatérales (DAFM) et la Direction de la Francophonie et de la solidarité internationale (DFSI) ont le rôle d'assurer la promotion et la défense des intérêts du Québec auprès des instances de la Francophonie.

Le Québec héberge également plusieurs sièges d'organisations de la Francophonie comme l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Il accueille aussi l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) et différents réseaux institutionnels basés au Québec, notamment Francopol, le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF), etc.



Fresque de l'artiste Wuna, XVII^e Sommet de la Francophonie, Erevan, 2018.
Crédit photo : gouvernement du Québec

Mandat et objectifs de la présente étude

Par son histoire et sa langue en partage, l'espace francophone constitue un terrain fertile pour faire croître des relations économiques et commerciales privilégiées entre les différents acteurs de la Francophonie. Bien que les retombées politiques associées à la participation du Québec en Francophonie soient bien documentées, les retombées économiques de ces implications n'ont jamais été formellement évaluées.

C'est dans ce contexte que le MRIF a mandaté la firme Raymond Chabot Grant Thornton pour la réalisation d'une étude visant à mesurer les retombées économiques directes et indirectes générées par la présence du Québec en Francophonie. Plus spécifiquement, le MRIF désire développer une meilleure compréhension du nombre d'emplois et de la création de valeur qui sont associés aux activités en lien avec l'appartenance du Québec à la Francophonie.



La présente étude vise l'atteinte des objectifs suivants :

1. Mesurer les impacts économiques quantitatifs (emplois soutenus, PIB générés) associés à la présence de sièges d'organisations de la Francophonie au Québec et le soutien aux organisations et réseaux basés au Québec qui œuvrent en Francophonie, les événements de la Francophonie accueillis au Québec et les dépenses des étudiants étrangers au Québec bénéficiant des exemptions de l'AUF.
2. Présenter les retombées économiques structurantes associées à l'implication du Québec en Francophonie.
3. Identifier des pistes d'amélioration futures.

Atelier de l'IFDD, Abidjan, 2018. Crédit photo : IFDD

Collecte de données, portée et limites de la présente étude

COLLECTE DE DONNÉES

Les analyses présentées dans le présent rapport s'appuient sur une collecte de données qui a été réalisée auprès de 23 organisations. Un questionnaire visant à documenter les dépenses, les emplois ainsi que les principales initiatives mises en œuvre par les organisations a été envoyé à l'ensemble des partenaires.

Parmi ces dernières, neuf organisations ont également pris part à une entrevue visant à bonifier les informations collectées. Chacune des entrevues avait une durée de 30 à 60 minutes. La liste des organisations ayant pris part à la collecte de données se trouve en annexe du présent rapport.

PORTÉE DE L'ÉTUDE

Les travaux de la présente étude ont été effectués en fonction des renseignements partagés entre janvier et mars 2021.

Les retombées économiques mesurées couvrent les cinq dernières années – de 2016 à 2020 inclusivement. Pour certaines organisations rencontrées, en raison de leurs années financières respectives, la période couvre plutôt de mai 2015 à mai 2020. Une liste des définitions en lien avec les concepts économiques a été jointe au présent rapport.

LIMITES DE L'ÉTUDE

Bien que nous fassions tous les efforts nécessaires pour assurer l'exactitude des informations contenues dans le rapport, la collecte de données se base sur les informations fournies par les organisations partenaires. Aucune vérification comptable n'a été réalisée pour valider l'exactitude des données auprès de ces dernières.

L'année 2020 a été marquée par le contexte de la COVID-19. Ainsi, un nombre important d'événements qui devaient avoir lieu n'ont pas pu se tenir tel que prévu. Aucun ajustement n'a été fait pour tenir compte de ce contexte.



Drapeau du Québec et de l'OIF. Crédit photo : gouvernement du Québec

Le rapport se décline en six sections principales

Dans un premier temps, l'écosystème de la Francophonie est présenté, suivi d'une analyse des contributions du Québec à la Francophonie.

Par la suite, les dépenses générées par l'écosystème de la Francophonie au Québec sont détaillées. Ces dépenses servent d'intrants à la modélisation des impacts économiques qui est présentée dans la section suivante. Les impacts structurants de la Francophonie au Québec sont ensuite analysés.

En conclusion, à la lumière des principaux constats, des pistes d'améliorations sont développées.



Écosystème de la Francophonie



Analyse des contributions à la Francophonie



Dépenses de l'écosystème de la Francophonie



Impacts économiques associés à la Francophonie



Impacts structurants



Principaux constats et recommandations

Réunion d'un groupe de travail de l'ODSEF, Paris, 2019. Crédit photo : ODSEF

Contexte et mandat

Écosystème de la Francophonie

Analyse des contributions à la Francophonie

Dépenses de l'écosystème de la Francophonie

Impacts économiques associés à la Francophonie

Impacts structurants

Principaux constats et recommandations

Annexes

La Francophonie est caractérisée par un écosystème diversifié d'organisations œuvrant dans différents domaines

La Francophonie est un dispositif institutionnel voué à promouvoir la langue française et à mettre en œuvre une coopération politique, éducative, économique et culturelle au sein des 88 États et gouvernements membres, associés ou observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Ce dispositif est fixé par la Charte de la Francophonie. Sa plus haute instance est le Sommet de la Francophonie et sa clé de voûte est la Secrétaire générale de la Francophonie.

L'OIF met en œuvre la coopération multilatérale francophone aux côtés de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et de quatre opérateurs : l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), TV5, l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et l'Université Senghor à Alexandrie. En plus de ses directions, trois organes subsidiaires spécialisés font aussi partie de l'OIF : l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) dont le siège est à Québec, l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEFF) (Dakar) et le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF) (Paris).

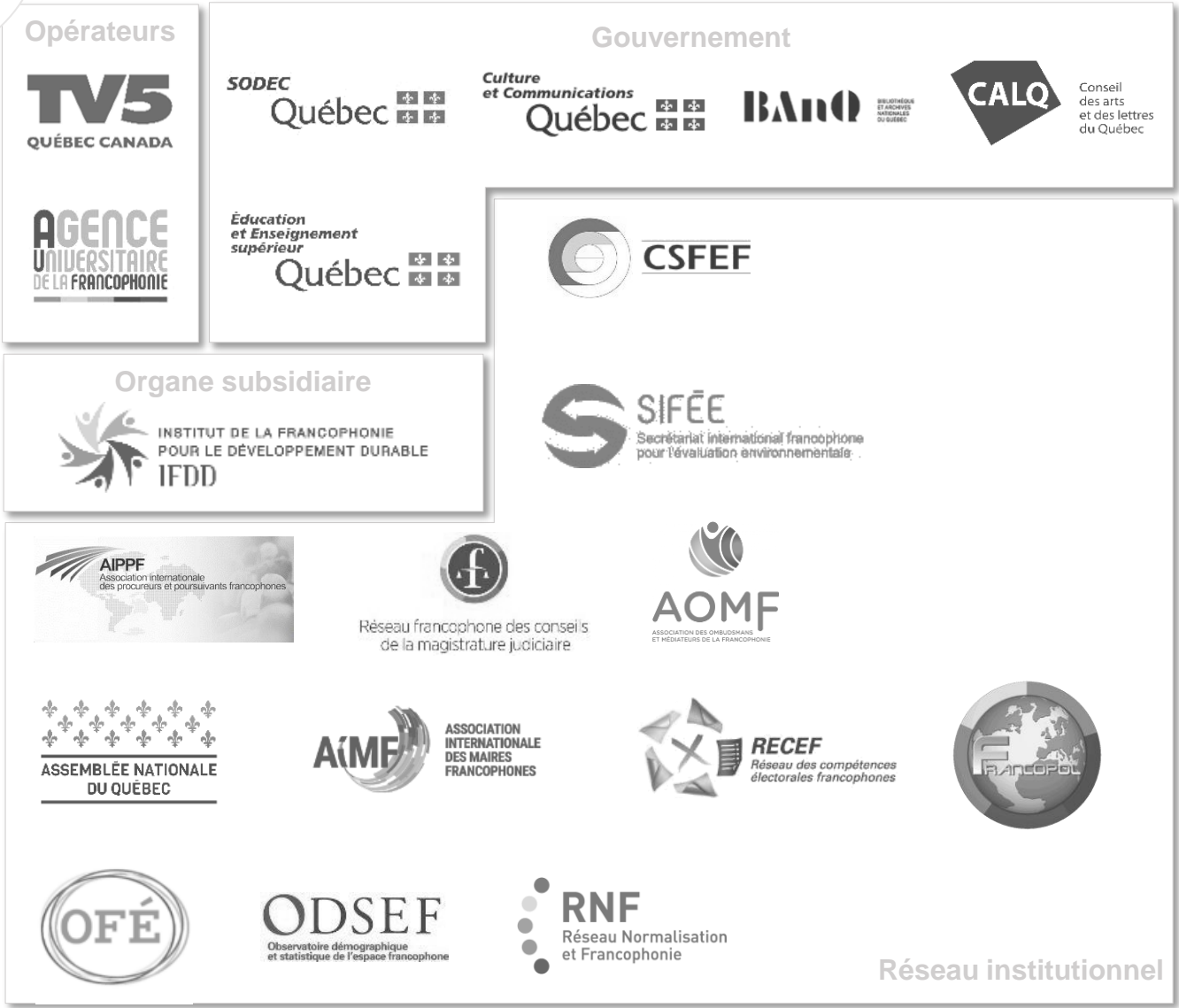
Le dispositif de la Francophonie comporte aussi deux conférences ministérielles permanentes. La Conférence des ministres de l'éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) créée en 1960 et la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (CONFESJES) créée en 1969 qui œuvre pour la promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs au sein de l'espace francophone.

Finalement, le partage des expériences et des bonnes pratiques, la concertation, la solidarité et la collaboration inclusive avec une multitude de réseaux institutionnels, universitaires et de la société civile sont les valeurs ajoutées qui guident l'action de la Francophonie.

La cartographie de l'écosystème de la Francophonie au Québec est présentée à la page suivante. Également, nous utiliserons les acronymes de chacune des organisations pour y référer. La liste des acronymes est jointe en annexe du présent rapport.

Sources : OIF et MRIF

Cartographie de l'écosystème de la Francophonie présent au Québec



Note : Il s'agit des principales organisations présentes en Francophonie. La présentation de l'écosystème est non exhaustive.

Contexte et mandat

Écosystème de la Francophonie

Analyse des contributions à la Francophonie

Dépenses de l'écosystème de la Francophonie

Impacts économiques associés à la Francophonie

Impacts structurants

Principaux constats et recommandations

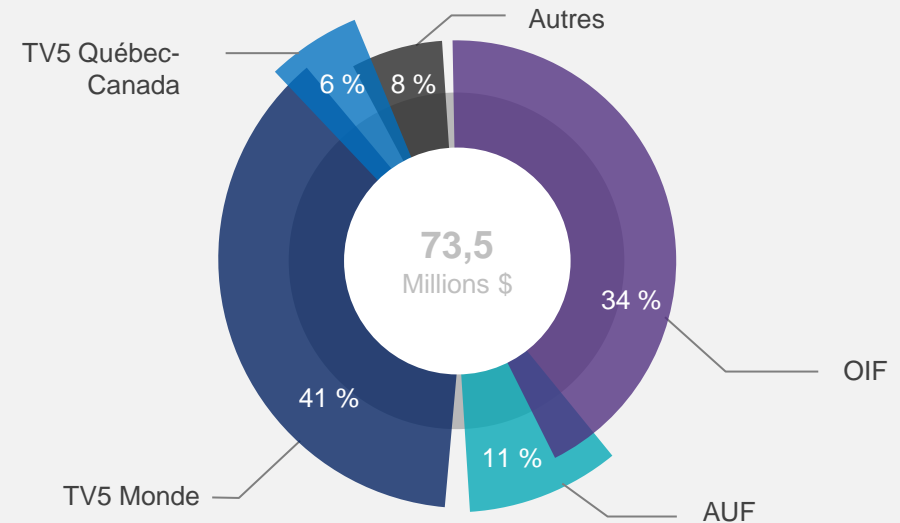
Annexes

Les contributions du Québec à la Francophonie ont totalisé 73,5 M\$ depuis cinq ans

Au total, depuis les cinq dernières années, les contributions du Québec (gouvernement du Québec, Hydro-Québec et ANQ) à la Francophonie ont été relativement stables. Le tiers des contributions destinées à l'ensemble de la Francophonie est octroyé à l'OIF, ce qui représente en moyenne un montant de 5 M\$ pour les cinq dernières années. La contribution s'effectue de deux façons : une contribution statutaire et une contribution volontaire. La plus grande partie de ces contributions est destinée à la programmation de l'OIF. Les détails des contributions sont présentés à la page suivante.

Contributions du gouvernement du Québec à la Francophonie

Québec, 2016-2020, en %



XII^e Sommet de la Francophonie, Québec 2008. Crédit photo : gouvernement du Québec



Sources : MRIF, analyse RCGT

Sommaires des contributions annuelles du Québec à la Francophonie

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Total 16-20 | Moyenne 16-20 | Part |
|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| OIF ¹ | 4 948 748 | 4 890 134 | 5 187 373 | 5 230 023 | 4 641 551 | 24 897 829 | 4 979 566 | 34 % |
| AUF ¹ | 1 625 000 | 1 625 000 | 1 634 000 | 1 634 000 | 1 634 000 | 8 152 000 | 1 630 400 | 11 % |
| TV5 Monde | 6 334 554 | 5 749 712 | 6 074 340 | 6 074 340 | 6 074 340 | 30 307 286 | 6 061 457 | 41 % |
| TV5 Québec-Canada | 920 000 | 920 000 | 920 000 | 920 000 | 920 000 | 4 600 000 | 920 000 | 6 % |
| AIMF | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 85 000 | 485 000 | 97 000 | 1 % |
| Université Senghor | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 200 000 | 40 000 | 0 % |
| CONFEMEN ² | 92 527 | 185 617 | 198 487 | 261 370 | 385 752 | 1 123 753 | 224 751 | 2 % |
| CONFESJES | 152 965 | 153 122 | 153 122 | 152 990 | 155 819 | 768 018 | 153 604 | 1 % |
| IFDD | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 446 332 | 586 140 | 1 932 472 | 386 494 | 3 % |
| APF | 195 400 | 195 400 | 203 550 | 209 425 | 209 425 | 1 013 200 | 202 640 | 1 % |
| Total | 14 709 194 | 14 158 985 | 14 810 872 | 15 068 480 | 14 732 027 | 73 479 558 | 14 695 912 | 100 % |

Les contributions du Québec incluent les contributions des ministères et organismes du gouvernement, d'Hydro-Québec et de l'ANQ.

Note 1 : Les montants n'incluent pas les prêts de services.

Note 2 : La contribution pour l'année 2016 à la CONFEMEN n'inclut pas le prêt de service, ce qui explique pourquoi la contribution est plus faible pour cette année.

Sources : MRIF, analyse RCGT

Contexte et mandat

Écosystème de la Francophonie

Analyse des contributions à la Francophonie

Dépenses de l'écosystème de la Francophonie

Impacts économiques associés à la Francophonie

Impacts structurants

Principaux constats et recommandations

Annexes

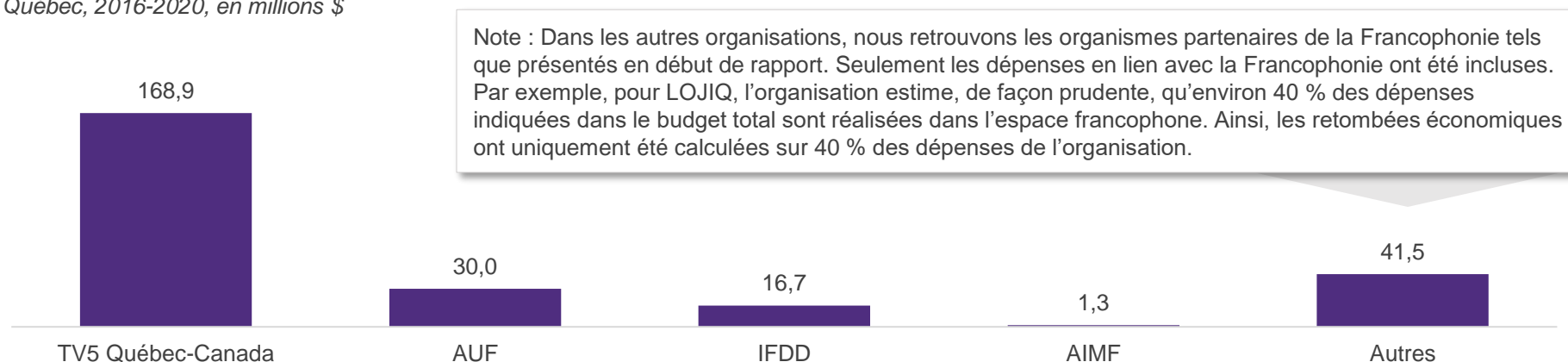
L'écosystème de la Francophonie injecte d'importantes dépenses dans l'économie du Québec

Les dépenses considérées dans l'analyse incluent celles des organisations actives sur le territoire québécois et les dépenses de consommation des étudiants étrangers bénéficiant des exemptions de l'AUF. Les dépenses injectées par l'écosystème de la Francophonie incluent les montants consacrés au fonctionnement des organisations, mais également les sommes associées à la tenue d'événements en lien avec la Francophonie. Les dépenses présentées dans cette section servent d'intrants à la mesure des retombées économiques associées à la Francophonie au Québec qui sont détaillées à la section suivante.

Les dépenses injectées dans l'économie québécoise par l'écosystème de la Francophonie ont été de 258,4 M\$ au cours des cinq dernières années, soit une moyenne annuelle de 51,7 M\$. Les dépenses réalisées par l'OIF et l'AUF sont détaillées dans les pages suivantes. Une liste des événements majeurs en lien avec la Francophonie a été jointe en annexe du présent rapport.

Dépenses totales réalisées au Québec par l'écosystème de la Francophonie

Québec, 2016-2020, en millions \$



Sources : MRIF, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, analyse RCGT

Depuis cinq ans, l'OIF a financé des projets au Québec à hauteur totale de près de 3 M\$

L'OIF finance annuellement plusieurs projets sur le territoire québécois. À cet égard, le financement annuel moyen de projets québécois par l'OIF est de 582 081 \$ pour les cinq dernières années.

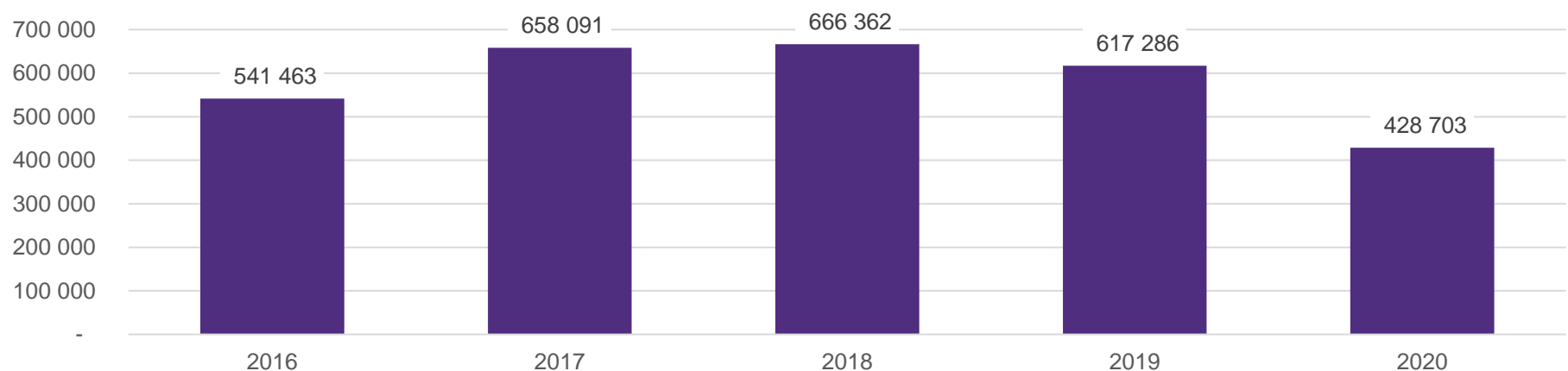
Notons qu'en 2020, le financement octroyé a connu une baisse en lien avec le contexte de la COVID-19 qui a empêché la réalisation d'un nombre important d'événements. En effet, plusieurs des activités en lien avec la Francophonie au Québec se sont plutôt tenues en ligne.

Parmi le financement récurrent offert de la part de l'OIF, notons des subventions entre autres pour les réseaux institutionnels liés à la Francophonie suivants : l'ODSEF, l'OFÉ, Francopol et le RNF.

L'OIF a accordé également des subventions pour les événements suivants : Festival Vues d'Afrique, Atelier Grand Nord, Beauce art, Festival Zones théâtrales, Festival international de poésie de Trois-Rivières, Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal), en plus de plusieurs autres éléments ponctuels.

Évolution du financement octroyé par l'OIF à des institutions québécoises

Québec, 2016-2020, en \$



Sources : OIF, analyse RCGT

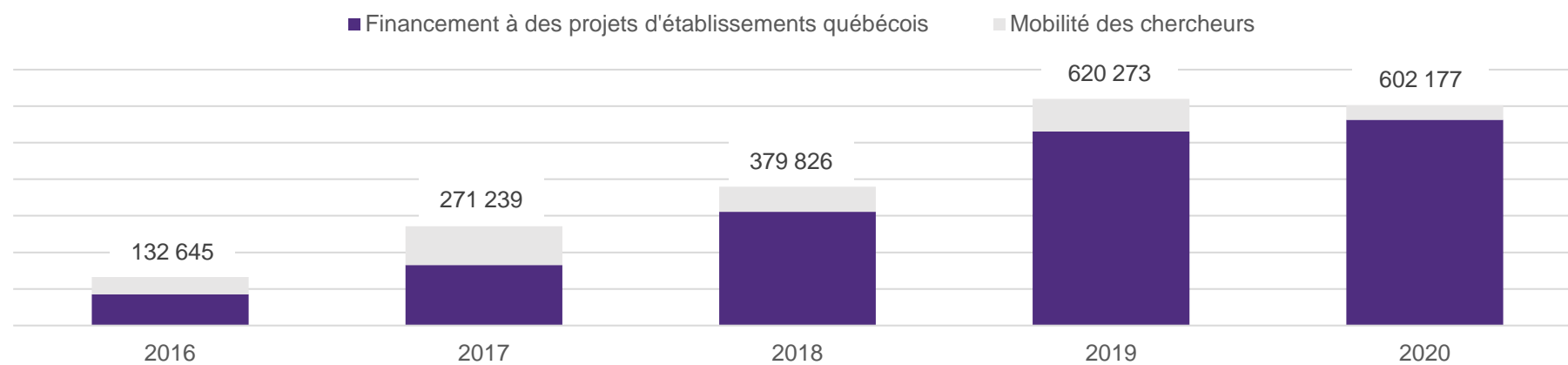
Depuis 2016, 2 M\$ ont été versés par l'AUF pour la mobilité des chercheurs et le financement de la recherche

En ce qui concerne la mobilité des chercheurs, il s'agit principalement du soutien à la manifestation scientifique ainsi qu'aux projets de recherche et de formation du type « petites initiatives de recherche, d'animation et de transfert – PIRAT » ou encore de « projets de coopération interrégionale de solidarité dans les Amériques – PRISA » pour lesquels l'AUF finance principalement les frais de déplacement des chercheurs. Ce sont 24 projets dans le cadre des manifestations scientifiques et 10 projets scientifiques (PIRAT et PRISA) qui ont été soutenus par l'AUF entre 2016 et 2020. L'AUF apporte également son soutien à d'autres projets d'établissements québécois. Au total, depuis cinq ans, c'est 1,7 M\$ qui ont été octroyés par l'AUF en financement à des projets d'établissements québécois.

Près de 60 experts québécois ont été impliqués dans des projets de l'AUF depuis cinq ans. Sept experts québécois ont également participé à des colloques organisés par l'AUF (colloque « La Francophonie universitaire face au défi de la qualité : pour un rapprochement des forces » et colloque « La contribution des établissements d'enseignement supérieur et de recherche de l'espace francophone à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé publique »)

Répartition des contributions de l'AUF à la mobilité et le financement de projets d'établissements québécois

Québec, 2016-2020, en \$



Sources : AUF, analyse RCGT

Contexte et mandat

Écosystème de la Francophonie

Analyse des contributions à la Francophonie

Dépenses de l'écosystème de la Francophonie

Impacts économiques associés à la Francophonie

Impacts structurants

Principaux constats et recommandations

Annexes

Cette section présente les retombées économiques associées à la Francophonie au Québec

Les retombées économiques liées à la participation du Québec en Francophonie ont été calculées avec le modèle intersectoriel du Québec de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le modèle intersectoriel simule un choc dans l'économie afin d'en mesurer les effets. Le choc représente une dépense dans un secteur défini qui sera diffusé dans l'économie québécoise. Les extraits des simulations incluent les emplois soutenus sur une base annuelle, les retombées économiques, aussi appelées la valeur ajoutée sur le PIB, ainsi que les revenus fiscaux des gouvernements du Québec et du Canada.

Modélisation des intrants avec le modèle intersectoriel du Québec de l'ISQ



153,6 M\$

En retombées économiques directes et indirectes de 2016 à 2020



409

Emplois soutenus annuellement en équivalent temps plein



44,5 M\$

En revenus pour les gouvernements de 2016 à 2020

L'impact économique découlant de l'écosystème de la Francophonie au Québec totalise 153,6 M\$ pour les cinq dernières années, soit une moyenne annuelle de près de 31 M\$.

Le nombre d'emplois qui sont soutenus annuellement au Québec par l'écosystème de la Francophonie est de 409 et inclut, notamment, les emplois directs dans les organisations, mais également les emplois indirects. Au total, ce sont 189 emplois qui sont directement soutenus dans les organisations partenaires de la Francophonie au Québec.

Les gouvernements du Québec et du Canada ont obtenu des revenus totaux de 44,5 M\$ découlant de la présence de l'écosystème de la Francophonie et des étudiants bénéficiaires des exemptions de l'AUF. Ce montant inclut les revenus directs et indirects, ainsi que la parafiscalité. 32 M\$ ont été versés au gouvernement du Québec et 12,5 M\$ au gouvernement fédéral. Les recettes fiscales représentent une moyenne annuelle de 8,9 M\$ pour les deux paliers gouvernementaux. Le détail des analyses est présenté dans les pages suivantes.

Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT

TV5 Québec Canada est l'organisation de la Francophonie qui génère les plus importantes retombées économiques

LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES INCLUENT LA VALEUR AJOUTÉE DIRECTE ET INDIRECTE AU PIB.

TV5 Québec Canada figure au premier rang en termes de retombées économiques générées au Québec, puisque l'organisation génère à elle seule plus de 30 M\$ en dépenses annuelles. Rappelons que l'organisation emploie 75 individus et que son siège est situé à Montréal. En cinq ans, la contribution de TV5 au PIB s'élève à près de 85 M\$.

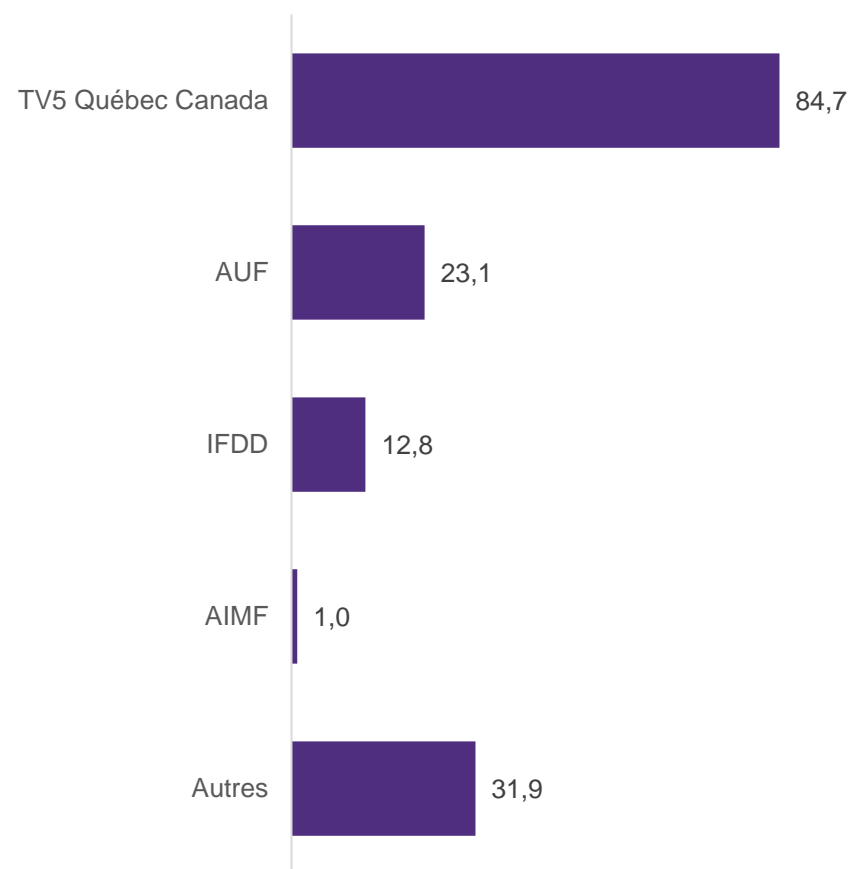
Les retombées économiques annuelles associées à la double présence de l'AUF, de son siège et de la direction régionale de la section Amériques, ont atteint une moyenne annuelle de 4,6 M\$ au cours des cinq dernières années, pour un montant total de 23,1 M\$.

L'IFDD a contribué au PIB à la hauteur de 12,8 M\$ sur la même période, ce qui représente une valeur annuelle moyenne de 2,6 M\$. L'AIMF, qui ne dispose d'aucune présence récurrente au Québec a contribué à la hauteur de 1 M\$ depuis cinq ans en raison notamment de la tenue de son assemblée générale au Québec en 2017.

La contribution totale des autres parties prenantes de l'écosystème de la Francophonie, telles que LOJIQ, le RECEP ou Francopol, a atteint 31,9 M\$ au cours des cinq dernières années.

Retombées économiques générées en valeur ajoutée au PIB selon l'organisation

Québec, 2016-2020, en millions \$



Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT

Chaque dollar de contribution du gouvernement du Québec à la Francophonie génère 2,18 \$ de retombées économiques

Nous connaissons les retombées économiques générées par l'écosystème de la Francophonie et les sommes investies par le Québec pour chacune des parties prenantes. Ainsi, un multiplicateur a été calculé afin de mesurer les retombées économiques qui ont été générées par chaque dollar de contribution du gouvernement du Québec selon les organisations.

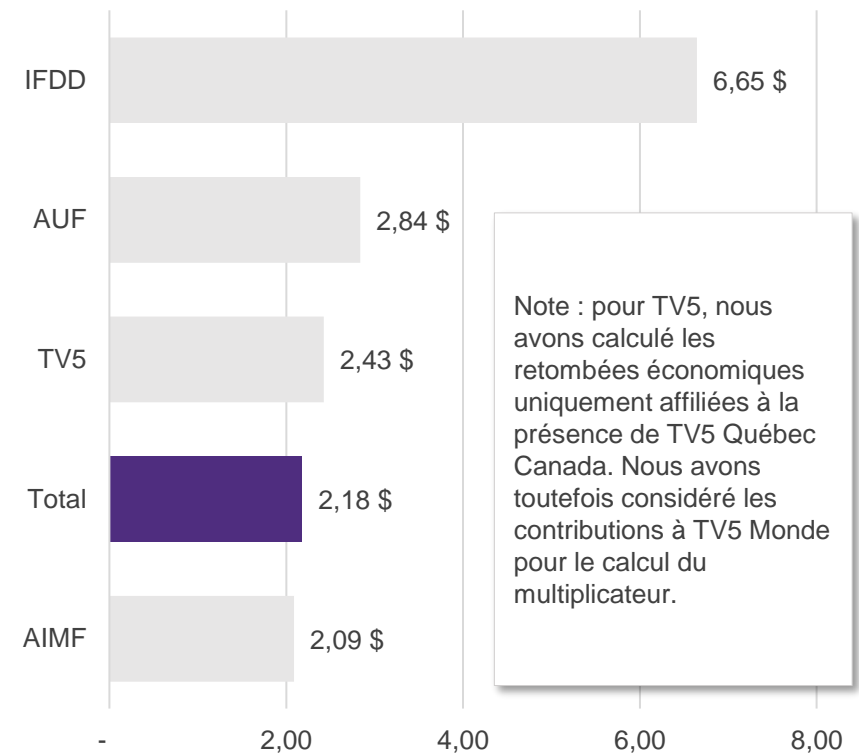
C'est l'IFDD qui affiche le plus important multiplicateur. Pour cette dernière, chaque dépense du gouvernement en contribution ciblée est associée à un multiplicateur de 6,7 en valeur ajoutée au PIB.

Le cas de l'AIMF est particulier, puisque l'organisation, bien qu'elle ne dispose pas d'une présence au Québec, a mobilisé 357 délégués lors de son assemblée générale de 2017, déboursant ainsi plus de 1 M\$ au Québec. Ce cas de figure illustre un effet de levier important pour le Québec. Entre 2016 et 2020, la contribution du gouvernement du Québec à l'AIMF a été de 485 000 \$. Chaque dollar de contribution déboursé pour l'AIMF a rapporté 2,09 \$ en retombées économiques.

Finalement, notons que certaines contributions à des organisations de la Francophonie n'ont toutefois pas de retombées économiques au Québec et représentent plutôt un effort de solidarité pour les États membres de la Francophonie. C'est le cas de la CONFESJES, de la CONFEMEN, et de l'Université de Senghor. L'impact économique de l'OIF au Québec est important, bien qu'indirect, considérant qu'elle finance des projets déployés par d'autres partenaires.

Multiplicateur associé à la contribution du gouvernement du Québec pour les différentes organisations

Québec, 2016-2020, en \$



Sources : MRIF, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT

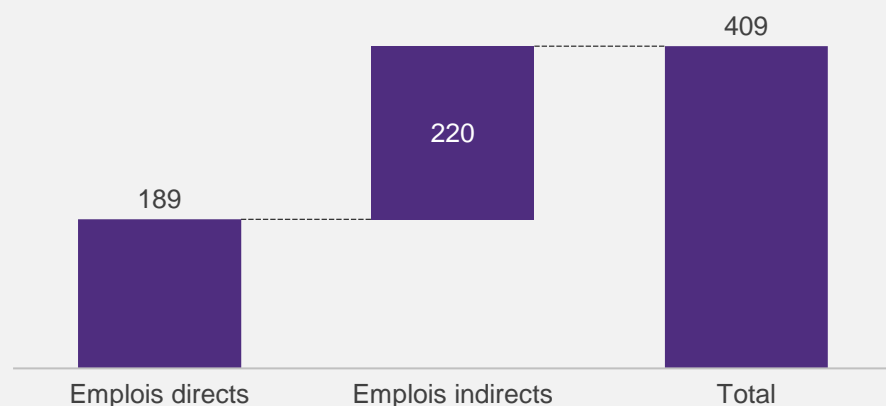
409 emplois sont annuellement soutenus au Québec par les activités des organisations en lien avec la Francophonie

Dans les différentes organisations partenaires, 189 emplois en équivalent temps complet (ETC) sont annuellement soutenus. Ces derniers représentent les emplois directs en lien avec la participation du Québec en Francophonie.

En raison de la nature des tâches, la majorité des employés n'occupent pas une charge de travail complète lorsqu'ils œuvrent en lien avec la Francophonie. Le nombre d'employés dans ce domaine est donc sous-estimé. Le salaire annuel moyen pour les emplois directs en lien avec la Francophonie est estimé à 75 000 \$. À ces 189 emplois directs s'ajoutent 220 emplois indirects en ETC. Ils représentent les emplois en lien avec les fournisseurs des différentes organisations partenaires.

Emplois annuellement soutenus par la participation du Québec en Francophonie

Québec, 2016-2020, en emplois ETC



Note : L'ETC est défini comme « le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné ».



Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT

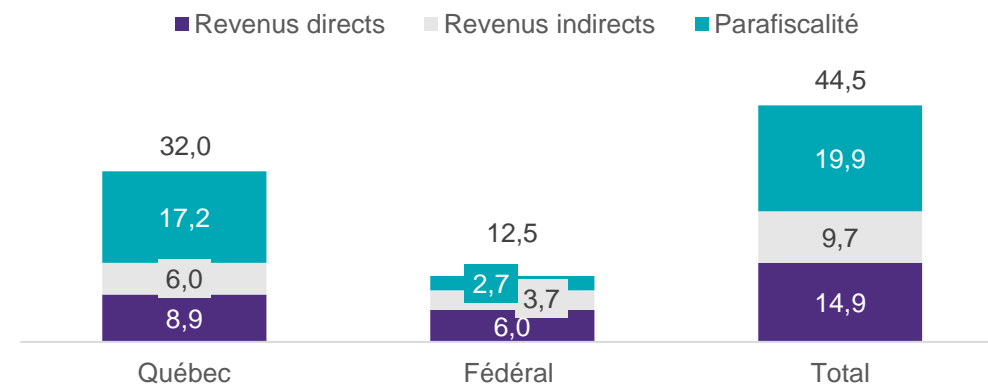
Activité jeunesse dans le cadre de la visite de la Secrétaire générale de la Francophonie, Québec, 2019. Crédit photo : gouvernement du Québec

En plus de la valeur ajoutée, les activités en lien avec la Francophonie génèrent des revenus pour les gouvernements

Au total, depuis cinq ans, ce sont 44,5 M\$ que les gouvernements du Québec et fédéral se sont partagés en lien avec la présence de l'écosystème de la Francophonie au Québec. Les revenus pour les gouvernements directement générés ont atteint 14,9 M\$, soit une moyenne annuelle de près de 3 M\$. Les revenus indirects générés ont été de 9,7 M\$, alors que près de 20 M\$ ont été générés en parafiscalité. La parafiscalité inclut les contributions des salariés et des employeurs aux différents fonds de sécurité sociale : RRQ, FSS, CNESST, RQAP et assurance-emploi. Ces montants n'ont pas été considérés dans le multiplicateur que nous avons précédemment calculé, puisqu'ils ne représentent pas un ajout au PIB. Ils représentent toutefois un retour sur l'investissement considérable par rapport aux contributions qui ont été déboursées pour les instances francophones.

Revenus des gouvernements générés par la participation du Québec en Francophonie

Québec, 2016-2020, en M\$



Note : Il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme de leurs éléments, puisque les nombres ont été arrondis.

Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT



Activité jeunesse dans le cadre de la visite de la Secrétaire générale de la Francophonie, Québec, 2019. Crédit photo : gouvernement du Québec

L'octroi d'exemptions de frais de scolarité supplémentaires accordés par le Québec à des étudiants de l'AUF génère des retombées économiques considérables

27 120 \$

sont en moyenne dépensés annuellement par un étudiant international récipiendaire d'une exemption de frais de scolarité supplémentaire de l'AUF.

357 059 \$

ont été générés en retombées économiques par la présence des étudiants ayant reçu des exemptions de frais de scolarité supplémentaire de l'AUF entre 2016 et 2020.

Aux dépenses des organisations de la Francophonie s'ajoutent celles des étudiants étrangers venus au Québec dans le cadre d'un programme de mobilité en lien avec la Francophonie. À cet égard, l'AUF dispose d'un programme de bourse dans lequel un financement de 750 \$ par étudiant et par année de mobilité est accordé. Certains frais pour les billets d'avion sont également déboursés. En plus de ce financement, une entente avec le gouvernement du Québec permet à ces étudiants de payer les mêmes frais de scolarité que les étudiants québécois (exemption de frais de scolarité supplémentaires).

Un sondage auprès des étudiants récipiendaires de ces exemptions a permis d'estimer les dépenses de consommation de ces derniers. Au total, parmi les douze étudiants récipiendaires de ce type de soutien à la mobilité, sept ont accepté de répondre au questionnaire. Le détail des dépenses des étudiants est présenté en annexe. Les étudiants récipiendaires dépensent en moyenne 2 260 \$ par mois pendant leur séjour pour un total annuel de 27 120 \$, ce qui génère des retombées économiques annuelles estimées à 14 878 \$ en valeur ajoutée au PIB. Depuis cinq ans, les douze étudiants ont dépensé un montant total approximatif de 650 880 \$ au Québec, générant ainsi des retombées économiques totales de 357 059 \$ en valeur ajoutée pour le PIB.

EXEMPTIONS DE FRAIS DE SCOLARITÉ SUPPLÉMENTAIRES

Les coûts de formation par étudiant et par année sont estimés à 15 000 \$. Comme les étudiants québécois déboursent en moyenne 4 800 \$ par année pour les frais de scolarité uniquement, l'équivalent de 10 200 \$ est donc déboursé par le gouvernement du Québec pour assurer la formation des étudiants récipiendaires des exemptions de frais de scolarité supplémentaires à l'AUF. Les retombées économiques en termes de PIB surpassent donc les dépenses du gouvernement du Québec engendrées par le programme. Notons également que plusieurs étudiants de la Francophonie restent au Québec après leurs études, ce qui représente des retombées économiques subséquentes. En effet, la totalité de ces étudiants ayant répondu au sondage a mentionné rester au Québec après leurs études. Les exemptions de l'AUF sont donc un levier intéressant pour l'économie du Québec.

Sources : AUF, sondage auprès des étudiants étrangers bénéficiaires des exemptions de l'AUF, analyse RCGT

Sommaire des impacts économiques

En additionnant les retombées économiques générées par les dépenses des différentes organisations partenaires pour les événements et pour leur fonctionnement avec les dépenses générées par les étudiants étrangers, nous obtenons des retombées économiques totales de 153,6 M\$ et des revenus de 44,5 M\$ pour les gouvernements depuis cinq ans. Également, 409 emplois ont été annuellement soutenus au cours de cette période.

| | |
|---|--------------------|
| Emplois directs annuellement soutenus | 189 emplois |
| Emplois indirects annuellement soutenus | 220 emplois |
| Total des emplois annuellement soutenus | 409 emplois |
| Valeur ajoutée directe | 71,0 M\$ |
| Valeur ajoutée indirecte | 82,6 M\$ |
| Total de la valeur ajoutée | 153,6 M\$ |
| Revenus directs au gouvernement du Québec | 8,8 M\$ |
| Revenus indirects au gouvernement du Québec | 6,0 M\$ |
| Parafiscalité québécoise (RRQ, FSS, CSST, RQAP) | 17,2 M\$ |
| Revenus totaux au gouvernement du Québec | 32,0 M\$ |
| Revenus directs au gouvernement fédéral | 6,0 M\$ |
| Revenus indirects au gouvernement fédéral | 3,7 M\$ |
| Parafiscalité fédérale (assurance-emploi) | 2,7 M\$ |
| Revenus totaux au gouvernement fédéral | 12,5 M\$ |

Note : Il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme de leurs éléments, puisque les nombres ont été arrondis.

Sources : Modélisation des impacts économiques à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ, analyse RCGT



Deuxième Conférence internationale des jeunes francophones, Genève, 2018.
Crédit photo : archives

Contexte et mandat

Écosystème de la Francophonie

Analyse des contributions à la Francophonie

Dépenses de l'écosystème de la Francophonie

Impacts économiques associés à la Francophonie

Impacts structurants

Principaux constats et recommandations

Annexes

La contribution du Québec en Francophonie apporte des impacts structurants

La force et la diversité du réseau de l'espace francophone, ainsi que le partage d'une langue commune contribuent fortement aux retombées économiques au Québec. Les retombées quantitatives présentées dans ce rapport sont évidentes et tangibles. Il ne faut toutefois pas négliger les retombées qualitatives, plus difficilement quantifiables, mais tout aussi structurantes pour le Québec.

L'OIF joue un rôle fondamental grâce à son réseau et permet de mettre en contact différents acteurs de la Francophonie, donnant ainsi naissance à un sentiment d'appartenance et de solidarité entre les acteurs francophones. Dans le cadre de notre collecte de données et des entrevues, nous avons retenu 5 effets économiques découlant de la participation du Québec en Francophonie.



Activité de l'AUF, Bujumbura, 2018. Crédit photo : AUF



La participation du Québec en Francophonie, un potentiel à exploiter pour l'élargissement des marchés vers l'étranger



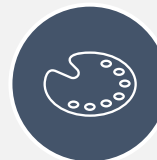
L'écosystème de la Francophonie offre des opportunités de réseautage et de partenariats



La Francophonie : une valeur ajoutée pour le rayonnement de la langue française et de l'expertise québécoise sur les enjeux mondiaux



La Francophonie encourage la mobilité des jeunes francophones, favorisant leur établissement au Québec



La Francophonie favorise le rayonnement des artistes et des sportifs québécois



La participation du Québec en Francophonie, un potentiel à exploiter pour l'élargissement des marchés vers l'étranger

La mobilisation des acteurs économiques québécois vers les marchés francophones maximisera la réalisation du potentiel économique des réseaux de la Francophonie.

Le français, un vecteur de développement économique :

- 3^e langue des affaires au monde;
- Un marché potentiel de 1,2 milliard d'habitants;
- 20 % des échanges mondiaux de marchandises;
- 16 % de la richesse mondiale.

La Langue française favoriserait une augmentation de près de 18 % des flux commerciaux en moyenne entre deux pays de l'espace francophone.

Selon l'Observatoire de la Francophonie économique, le potentiel commercial inexploité représenterait 99 % du potentiel total des échanges avec l'Afrique, soit environ 381 G \$US pour l'exportation – dont 190 G \$US pour l'Afrique francophone.

Sources : OFE, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, entrevues avec des organisations de la Francophonie, analyse RCGT



L'écosystème de la Francophonie offre des opportunités de réseautage et de partenariats

Réseau économique

- Observatoire de la Francophonie économique (basé à l'Université de Montréal) : met à la disposition des États, des gouvernements, des entreprises et des organismes privés et publics des données fiables sur la Francophonie économique;
- Réseau de normalisation francophone (logé au BNQ) : fait connaître l'expertise québécoise sur la normalisation, mobilise les entreprises et accroît la participation et l'influence des francophones pour la création de normes (ISO);
- Grande rencontre des jeunes entrepreneurs du monde francophone (avec la collaboration de LOJIQ) : occasions de réseautage entre jeunes entrepreneurs dynamiques.

Réseau scientifique

- Le Scientifique en chef du Québec et les Fonds de recherche : font rayonner l'expertise québécoise en matière de science et de politiques publiques, notamment sur le conseil scientifique aux gouvernements, met en place des ateliers de renforcement des capacités scientifiques en français.

Conférences ministérielles permanentes de la Francophonie

- CONFEMEN : Espace de partage d'expertise et d'information entre les ministres de l'Éducation de la Francophonie afin de développer des politiques publiques en matière d'éducation et de formation professionnelle et technique;
- CONFEJES : Espace d'échange d'expertise entre les ministres responsables de la jeunesse et du sport en Francophonie afin d'appuyer le développement des politiques jeunesse et la participation des jeunes au développement de leur société.

Réseau des droits de la personnes

- Participation d'Élections Québec au RECEP : promeut l'expertise électorale québécoise en vue du renforcement de la démocratie dans l'espace francophone;
- Francopol (initiative québécoise et française) : promeut l'expertise québécoise, partage les meilleures pratiques policières dans l'ensemble de la Francophonie, au Sud comme au Nord;
- Participation du Protecteur du citoyen à l'AOMF : fait valoir l'expertise québécoise, promeut le rôle de l'ombudsman et partage les meilleures pratique.

Réseau éducation et enseignement supérieur

- AUF (siège au sein de l'Université de Montréal) : accès privilégié à un réseau de plus de 1000 universités;
- Les programmes de mobilité des étudiants du MEQ et du MES dans la Francophonie encouragent la relève en français.

Sources : MRIF, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, entrevues avec des organisations de la Francophonie, analyse RCGT



La Francophonie : une valeur ajoutée pour le rayonnement de la langue française et de l'expertise québécoise sur les enjeux mondiaux

1

L'OIF s'est appuyée sur l'expertise et le dynamisme du Québec pour lors de la négociation et la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (UNESCO).

2

La découvrabilité des contenus sur internet est un enjeu fondamental pour la vitalité de la langue française. Le Québec joue un rôle central pour la mobilisation des États et gouvernements membres de l'OIF dans la promotion de la découvrabilité des contenus francophones en ligne.

3

Les institutions francophones permettent au Québec, en solidarité avec les États francophones, de placer le français au cœur des enjeux globaux dans différents domaines notamment en matière de droits de la personne, d'égalité entre les femmes et les hommes, et des changements climatiques.

L'expertise du Québec appuie les travaux francophones pour la promotion de l'accès à l'égalité femmes-hommes dans l'espace francophone

Le Québec contribue à la traduction en langue française du Bulletin des négociations de la Terre, qui permet d'outiller les représentants des pays francophones lors des négociations sur les changements climatiques

Le grand dictionnaire terminologique, expertise reconnue du Québec, contient une banque de fiches terminologiques rédigées par l'Office québécois de la langue française (OQLF).

Sources : MRIF, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, entrevues avec des organisations de la Francophonie, analyse RCGT



La Francophonie encourage la mobilité des jeunes francophones, favorisant leur établissement au Québec

1

Plusieurs opportunités de mobilité pour les jeunes Québécois et Québécoises permettent leur développement professionnel et personnel dans l'espace francophone



Entrepreneuriat **Stages**
Solidarité internationale
Culture **Formations**
Échanges interculturels **Démocratie**
Ouverture sur le monde

2

Le Québec bénéficie aussi largement de l'impact de la participation des jeunes issus de la Francophonie dans différents programmes de mobilité qui en font de véritables ambassadeurs de l'offre éducative québécoise et des possibilités d'immigration au Québec.

Les bourses du MEQ contribuent à la promotion de l'offre éducative des établissements collégiaux en région. Ces étudiants permettent non seulement de maintenir certains créneaux d'excellence, mais favorisent aussi l'établissement de nouveaux citoyens qui contribuent à la vitalité des régions du Québec.

Le recrutement des étudiants internationaux dans des domaines où les perspectives d'emploi sont favorables participe à l'atteinte des objectifs du gouvernement du Québec en matière d'immigration et d'adéquation formation-emploi.

Sources : MRIF, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, entrevues avec des organisations de la Francophonie, analyse RCGT



La Francophonie favorise le rayonnement des artistes et des sportifs québécois

1

La Francophonie est un levier pour le développement de marchés des artistes et des œuvres dans l'espace francophone.

L'exportation des produits culturels est nécessaire dans un marché intérieur limité. La Francophonie donne la possibilité aux artistes d'exporter leur art, d'accéder à de nouveaux marchés et à un auditoire élargi, et ainsi générer des revenus à l'étranger ou d'amortir leurs coûts de production.

L'octroi de prix de la Francophonie, tel que le *Prix des cinq continents*, qui met en lumière des talents littéraires francophones, permet d'élargir les marchés pour les œuvres littéraires et de donner de la visibilité aux créations québécoises sur la scène internationale.

Le Québec étant bailleur de fonds de TV5, la circulation des contenus audiovisuels francophones s'en trouve favorisée :

- Les œuvres québécoises sont diffusées sur TV5 Monde, qui est distribuée dans 364 millions de foyers et 120 millions de mobiles dans 198 pays.
- TV5 Monde alimente TV5 Québec Canada en contenus audiovisuels de l'espace francophone.

2

La Francophonie permet à des sportifs de vivre l'expérience de jeux internationaux dans le cadre des Jeux de la Francophonie.

Les Jeux de la Francophonie ont lieu aux 4 ans et constituent une rencontre entre 3 500 artistes et sportifs venus du monde entier. Les Jeux de la Francophonie invitent, sous la bannière de l'amitié, la jeunesse de l'espace francophone à se rencontrer au travers d'épreuves sportives et culturelles.

En plus du volet sportif, les Jeux de la Francophonie incluent une série de concours culturels qui donnent la chance aux Québécois d'avoir une importante visibilité sur la scène internationale. Ils contribuent ainsi au rayonnement de la culture québécoise. La page suivante présente des détails sur la délégation québécoise à avoir pris part aux Jeux de la Francophonie de 2017.

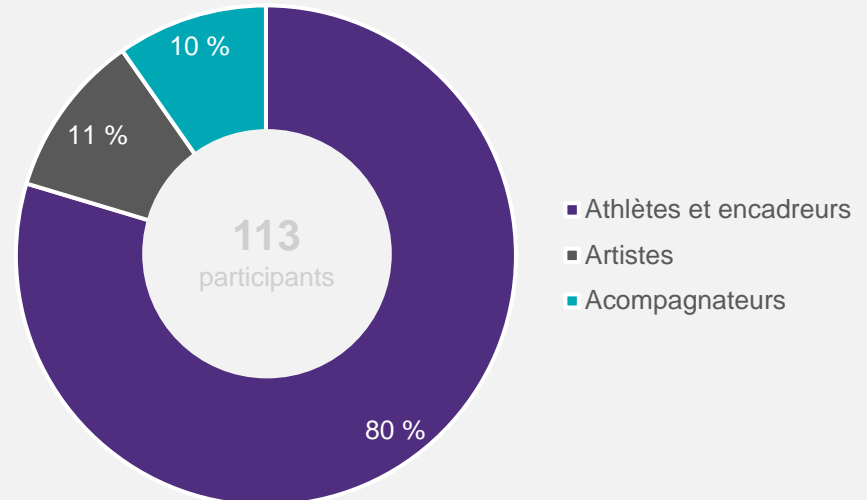
Sources : MRIF, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, entrevues avec des organisations de la Francophonie, Jeux de la Francophonie, analyse RCGT

La délégation du Québec aux Jeux de la Francophonie de 2017 était composée de 113 participants



Répartition des participants de la délégation du Québec aux Jeux de la Francophonie

Côte-d'Ivoire, 2017



Jeux de la Francophonie, Abidjan, 2017. Crédit photo : gouvernement du Québec

En 2017, parmi les participants, 80 % étaient des athlètes et encadreur, 11 % étaient des artistes et 10 % étaient des accompagnateurs de la délégation. 21 médailles ont été gagnées lors de l'édition 2017 des Jeux de la Francophonie, soit 8 médailles de bronze, 7 médailles d'argent et 6 médailles d'or.

Sources : MRIF, MEQ, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, entrevues avec des organisations de la Francophonie, analyse RCGT

Contexte et mandat

Écosystème de la Francophonie

Analyse des contributions à la Francophonie

Dépenses de l'écosystème de la Francophonie

Impacts économiques associés à la Francophonie

Impacts structurants

Principaux constats et recommandations

Annexes

À la lumière de la présente étude, voici les principaux constats qui ont été identifiés

Dans le cadre du présent mandat, des discussions avec les organisations impliquées en Francophonie au Québec ainsi qu'une collecte de données auprès de 23 de celles-ci ont été menées.

Cette démarche a permis de faire état des différents impacts économiques associés à la participation du Québec en Francophonie institutionnelle. Des impacts économiques quantitatifs ont été mesurés, auxquels s'ajoute un nombre important d'impacts structurants.

Ainsi, voici les principaux constats découlant de la présente étude.

01

L'écosystème de la Francophonie au Québec a généré des **dépenses de 258,4 M\$, une contribution au PIB de 153,6 M\$** et des **revenus pour les gouvernements de 44,5 M\$** pour les 5 dernières années. Il a également contribué au **soutien annuel de 409 emplois**.

02

Chaque dollar de contribution à la Francophonie génère 2,18 \$ de retombées économiques. Les contributions annuelles du Québec en Francophonie ont été en moyenne de 14,7 M\$ au cours des cinq dernières années.

03

L'écosystème francophone sur la scène internationale **offre des opportunités de réseautage et de partenariats** entre les francophones de partout dans le monde. Combiné au partage d'une langue commune, cet élément **offre un potentiel à exploiter pour l'élargissement des marchés québécois à l'étranger**.

04

La participation et l'appartenance du Québec en Francophonie **encouragent la mobilité des jeunes francophones, favorisant leur établissement au Québec**.

05

Les activités internationales de la Francophonie et de ses réseaux représentent une valeur ajoutée pour **le rayonnement de la langue française, de l'expertise québécoise sur les enjeux mondiaux et des artistes et des sportifs**.

Saisir les opportunités générées par la Francophonie

Principales recommandations

01 Poursuivre les investissements en Francophonie

La Francophonie offre un potentiel économique à exploiter, notamment pour l'élargissement des marchés, les opportunités d'affaires, mais aussi pour les retombées économiques qu'elle offre. Les contributions octroyées par le Québec à la Francophonie génèrent des retombées économiques supérieures à la valeur des contributions. Bien que l'ajout de financement ne garantit pas un retour sur investissement, le gouvernement du Québec doit poursuivre ceux-ci afin de profiter de l'effet de levier offert. TV5 est un bon exemple, puisque l'organisation se finance à plus de 92 % par des revenus non gouvernementaux. L'AUF et l'IFDD apportent également de la richesse au Québec, puisqu'ils sont en grande partie financés par les autres États et gouvernements membres de la Francophonie, alors que les retombées économiques sont réalisées en majorité au Québec.

01

02 Favoriser l'accueil d'événements de la Francophonie au Québec

L'organisation d'événements demande un important déploiement de ressources en territoire québécois, mais elle permet également d'attirer des étrangers qui effectuent des dépenses au Québec, ce qui génère des retombées économiques considérables.

L'assemblée générale de l'AIMF, tenue à Québec en 2017 en est un bon exemple, puisque l'organisation a financé le transport, l'hébergement et les repas de 357 délégués, engendrant ainsi des dépenses de 1 M\$.

02

03 Collecter des données en lien avec la Francophonie

Finalement, le fait d'assurer un suivi des dépenses annuelles en lien avec la Francophonie pour les différents partenaires serait bénéfique pour le MRIF. Un suivi annuel des dépenses et des emplois en lien avec la Francophonie par le Ministère permettrait de garder un portrait à jour de l'impact de la Francophonie et de voir l'évolution dans le temps des impacts positifs associés à la Francophonie.

03

Contexte et mandat

Écosystème de la Francophonie

Analyse des contributions à la Francophonie

Dépenses de l'écosystème de la Francophonie

Impacts économiques associés à la Francophonie

Impacts structurants

Principaux constats et recommandations

Annexes

Détails de la collecte de données

ENTREVUE ET QUESTIONNAIRE

- Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
- Agence universitaire de la Francophonie (AUF)
- TV5 Québec Canada
- Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ)
- Association internationale des maires francophones (AIMF)
- Ministère de la Culture et des Communications (MCC)
- Ministère de l'Enseignement supérieur (MES)
- Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)
- Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)
- Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIRI)
- Fonds de recherche du Québec (FRQ)

QUESTIONNAIRE

- Ministère de l'Éducation (MEQ)
- Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE)
- Réseau Normalisation et Francophonie (RNF)
- Observatoire de la Francophonie économique (OFÉ)
- Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF)
- Réseau des compétences électorales francophones (RECEF)
- Réseau international francophone de formation policière (FRANCOPOL)
- Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF)
- Association des ombudsmans et médiateurs de la Francophonie (AOMF)
- Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF)
- Réseau francophone des conseils de la magistrature judiciaire (RFCMJ)
- Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAAnQ)
- L'Assemblée nationale du Québec (ANQ)

Définitions

| | |
|---------------------------------------|---|
| Équivalent temps complet (ETC) | L'ETC est défini comme « le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné ». |
| Effets directs | Les effets directs sont ceux qui concernent le secteur directement touché par la dépense initiale. À cela s'ajoutent les taxes payées par le secteur sur ses achats d'intrants intermédiaires ainsi que les impôts et les parafiscalités perçus par les deux paliers de gouvernement. |
| Effets indirects | Le premier cycle d'effets indirects provient des premiers fournisseurs. Ces premiers impacts indirects correspondent à la valeur ajoutée générée chez les fournisseurs immédiats des entreprises québécoises, aux revenus fiscaux des gouvernements ainsi qu'aux fuites et aux taxes liées aux dépenses de ces mêmes fournisseurs. La somme des incidences des itérations subséquentes donne finalement l'effet indirect sur les autres fournisseurs. |
| Parafiscalité | La parafiscalité inclut les contributions des salariés et des employeurs aux différents fonds de sécurité sociale : RRQ, FSS, CNESST, RQAP et assurance-emploi. |
| Revenu mixte brut | Le revenu mixte brut désigne le revenu des propriétaires des entreprises non constituées en société (entreprises individuelles). Le terme « mixte » fait référence au fait que le revenu comprend à la fois la rémunération pour le travail effectué par le propriétaire et le revenu du propriétaire à titre d'entrepreneur. Il est l'équivalent du « revenu net des entreprises individuelles » auparavant utilisé dans l'ISQ. |
| Valeur ajoutée | La valeur ajoutée est l'effort que le producteur ajoute à ses intrants intermédiaires pour répondre aux demandes qui lui sont formulées. Dans le modèle intersectoriel, elle est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôt, le revenu mixte brut et les autres revenus bruts avant impôt. |

Liste des acronymes

AIMF : Association des maires francophones

AIPPF : Association internationale des procureurs et poursuivants francophones

AOMF : Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie

APF : Assemblée parlementaire de la Francophonie

ANQ : Assemblée nationale du Québec

AUF : Agence universitaire de la Francophonie

BAnQ : Bibliothèque et Archives nationales du Québec

CALQ : Conseil des arts et des lettres du Québec

CONFEMEN : Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie

CONFESJES : Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie

CSFEF : Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation

Franropol : Réseau international francophone de Formation policière

IFDD : Institut de la Francophonie pour le développement durable

LOJIQ : Les Offices jeunesse internationaux du Québec

OIF : Organisation internationale de la Francophonie

MCC : ministère de la Culture et des Communications

MEQ : ministère de l'Éducation

MES : ministère de l'Enseignement supérieur

ODSEF : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone

RECEF : Réseau des compétences électorales francophones

RFCMJ : Réseau francophone des conseils de la magistrature judiciaire

RNF : Réseau Normalisation et Francophonie Observatoire de la Francophonie économique

SIFÉE : Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale

SODEC : Société de développement des entreprises culturelles

Liste des événements majeurs associés à la Francophonie au Québec

| Organisateur | Événement | Nombre approximatif de participants | | | | |
|--------------|---|-------------------------------------|------|------|------|------|
| | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| AIMF | Assemblée générale de l'AIMF | | 357 | | | |
| ANQ | Sous-commission de l'éducation et séminaire sur la diversité des expressions culturelles à l'ère du numérique | 75 | | | | |
| | Programme jeunes parlementaires de l'APF | 30 | | | | |
| | Programme international de formation parlementaire | 30 | 30 | 30 | 30 | |
| | Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones | | 51 | | 41 | |
| | Bureau de l'APF | | 125 | | | |
| | Réseau des femmes parlementaires de l'APF | | 53 | | | |
| | Session de l'APF | | | 576 | | |
| AOMF | Neuvième congrès des membres de l'AOMF | | 86 | | | |
| AUF | Colloque de l'AUF | 100 | | | | |
| CALQ | Assemblée générale de la Commission internationale de théâtre francophone (CITF) | ND | | | | |
| CSFEF | Réunion du Bureau exécutif du CSFEF | | 14 | | | |
| IFDD | Conseil d'orientation | 20 | | 20 | | |
| | Formation sur l'énergie à Montréal | 25 | 25 | 25 | 25 | |
| LOJIQ | Grande rencontre des jeunes entrepreneurs du monde francophone | | 102 | | | |

Sources : MRIF, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, entrevues avec des organisations de la Francophonie, analyse RCGT

Liste des événements majeurs associés à la Francophonie au Québec (suite)

| Organisateur | Événement | Nombre approximatif de participants | | | | |
|--------------|---|-------------------------------------|------|------|------|------|
| | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| OFÉ | Colloque « Transition des jeunes de l'école vers le marché du travail », | | | | 40 | |
| | Colloque « Les défis de la régionalisation de l'immigration au Québec et au Canada », | | | 60 | | |
| | « Recherche en économie des langues : comment un économiste doit-il parler aux linguistes ? » | | | 20 | | |
| | « L'industrie de la microfinance : concepts et modes de fonctionnement » | | | 20 | | |
| | « Marché du travail et politiques d'emploi en Afrique de l'Ouest » | | | 20 | | |
| | « Évaluation économique des politiques linguistiques : quelques observations » | | | 20 | | |
| | « Politiques de revenu minimum garanti : Leçons tirées des travaux du Comité d'experts mis en place par le gouvernement du Québec (2017-2018) » | | | | 30 | |
| | « Évaluation des politiques linguistiques dans les organisations plurilingues » | | | | 15 | |
| | « La loi 101 à 40 ans ; le regard de cinq experts » | | | | 40 | |
| RECEF | Missions d'étude | 3 | | 23 | | |
| SODEC | Atelier Grand Nord | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 |
| | Rencontre de coproduction francophone | 250 | 250 | | | |

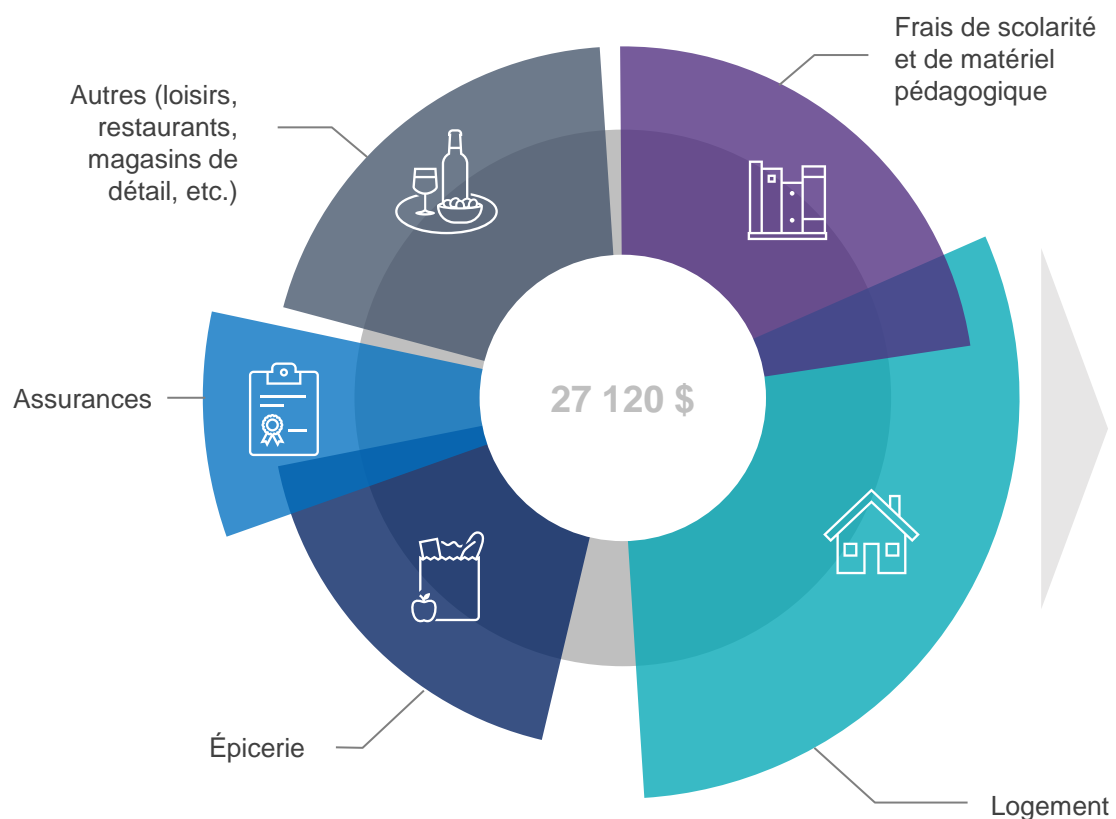
Sources : MRIF, collecte de données auprès des organisations de la Francophonie, entrevues avec des organisations de la Francophonie, analyse RCGT

Dépenses générées par la présence des étudiants étrangers récipiendaires des exemptions de l'AUF

Au total, 12 étudiants ont bénéficié des exemptions des frais de scolarité supplémentaires à l'AUF et la durée moyenne de séjour au Québec a été de 24 mois.

Sommaire des dépenses générées par la présence des étudiants étrangers récipiendaires des exemptions de l'AUF

Québec, 2016-2020



| Types de dépenses | Dépenses mensuelles moyennes | Total |
|---------------------|------------------------------|-------------------|
| Frais de scolarité | 402 \$ | 115 776 \$ |
| Livres pédagogiques | 90 \$ | 25 920 \$ |
| Logement | 719 \$ | 207 072 \$ |
| Télécommunications | 99 \$ | 28 512 \$ |
| Restaurants | 50 \$ | 14 400 \$ |
| Épicerie | 343 \$ | 98 784 \$ |
| Magasin de détails | 43 \$ | 12 384 \$ |
| Loisirs | 71 \$ | 20 448 \$ |
| Assurances | 246 \$ | 70 848 \$ |
| Transport | 83 \$ | 23 904 \$ |
| Autres | 114 \$ | 32 832 \$ |
| Total | 2 260 \$ | 650 880 \$ |

Sources : AUF, sondage auprès des étudiants étrangers bénéficiaires des exemptions de l'AUF, analyse RCGT

